



COURRIER DES SYNDICATS ET SECTIONS SYNDICALES

EDITORIAL

La machine s'emballle. La machine à régression sociale est en marche et rien ne semble plus pouvoir l'arrêter. A la dizaine de mesures proposées par Fillon dans son deuxième plan de rigueur viennent s'en ajouter quotidiennement de nouvelles !

Et toujours les mêmes recettes : prendre aux salariés, aux précaires, à ceux qui tous les jours vivent les restrictions inhérentes à un pouvoir d'achat en berne tout en épargnant les patrons et les actionnaires. Il s'agit d'un jeu d'équilibriste dans lequel le gouvernement excelle.

Dernière en date : **la modification du régime des jours de carence en cas d'arrêt de travail consécutif à la maladie.**

Pour les salariés du secteur privé, les 3 premiers jours de l'arrêt de travail ne sont pas rémunérés, ni par la Sécurité Sociale, ni par l'employeur. C'est naturellement un frein pour se soigner correctement, sachant qu'en cas de rechute, cette carence s'applique de la même manière. C'est également une complication supplémentaire pour boucler les fins de mois déjà difficiles pour les salariés dont les salaires sont à hauteur du SMIC. Et c'est encore plus difficile, pour les précaires, les personnes seules qui souvent préfèrent ne pas voir le médecin et éviter l'arrêt de travail. Certes, certains accords collectifs viennent gommer cette injustice en prévoyant un mécanisme de subrogation laissant à la charge des patrons le paiement des salaires. Mais ils restent marginaux au regard du nombre de salariés couverts par ce mécanisme.

Pour les salariés du secteur public, il n'existe pas de dispositif identique. L'injustice sera donc comblée puisque ces derniers, au nom de l'égalité de traitement, se verront appliquer, si la loi est adoptée, **une journée de carence**. Et pour ne laisser personne en reste, ceux du secteur privé se verront **ajouter une 4^{ème} journée !** Et la démagogie du gouvernement ne s'arrête pas là puisque c'est au nom de la traque aux abus que ce dispositif est mis en place. Au motif qu'une petite minorité d'arrêts de travail ne seraient pas justifiés, l'ensemble des salariés **se verra amputer d'une journée de salaire supplémentaire**. Pourtant, d'après un « rapport d'information parlementaire sur les fraudes sociales » le manque à gagner pour la Sécurité Sociale est de 16 milliards d'euros du fait du non paiement des cotisations sociales par les employeurs. Cependant, le gouvernement préfère pointer les 4 milliards « qui échapperaient » aux caisses du fait de la fraude !

La France d'en bas, celle qui vit de son travail, est encore une fois celle qui comblera le déficit de la sécu.

Si on ajoute à cela, l'augmentation des tarifs de mutuelle, l'augmentation du nombre de médicaments moins bien remboursés, ou plus remboursés du tout, se soigner devient un luxe qu'un nombre grandissant de salariés ne pourra pas se payer.

Il est grand temps de construire un rapport de force à la mesure des attaques incessantes du gouvernement, c'est en tout cas l'ambition de la CGT !

Sommaire

- P2 : INFOS
- P3 : TRACT 30 NOVEMBRE
- P4 : TRACT SYNDICALISATION
- P5/6 : **TRACT RASSEMBLEMENT SAMEDI 19 NOVEMBRE**



N° 1398 du Jeudi 17 Novembre 2011

DEPOSE LE 17 NOVEMBRE 2011

Circulaire d'informations hebdomadaires du Bureau et du Secrétariat de l'Union Départementale CGT - Directeur de publication : Julien PAULIAC - Imprimé par nos soins Maison du Peuple - 63000 Clermont-Ferrand - CPPAP 0506 S 06884 D 73 du 13 mai 2004 - ISSN n° 09920625

AGENDA :

- Vendredi 18 novembre : **intersyndicale nationale**
- Samedi 19 novembre : **Rassemblement à 15h00, Place de JAUDE**
- Lundi 21 novembre : **intersyndicale dans le Puy de Dôme**
- Jeudi 24 novembre, **projection / débat autour du film "Tous ensemble", avec la présence de Maryse DUMAS**
- Jusqu'au 30/11, **visitez l'expo sur le syndicalisme, à Saint Eloy**
- 30 novembre : **journée d'action européenne**
- 1er décembre : **journée d'action nationale dans les plateformes téléphoniques**

Acticall

Après une inauguration en grandes pompes marquée par l'action des salariés et de la Cgt, l'ensemble des salariés de ce secteur d'activité, sur toute la France, **est appelé à se mobiliser par des débrayages et des actions, le 1er décembre prochain**. Ils auront besoin du soutien de notre organisation syndicale et des militant(e)s pour porter leurs revendications justes et légitimes.

Ils exigent :

- la réouverture immédiate de négociations salariales dans le secteur.
- une augmentation de 4% des plus bas salaires
- l'ouverture de négociation sur les classifications, afin que soient enfin reconnues les compétences acquises par les salariés.
- l'ouverture sans attendre d'une négociation sur les conditions de travail des salariés, avec des mesures immédiates (attribution de 6 minutes de pause par heure travaillée, de la première à la dernière heure de présence, diminution immédiate du délai de carence à 0 jours comme c'est le cas pour les cadres)

FÊTE DES LUTTES ET DES SOLIDARITÉS 2012 !

Nous l'avons déjà annoncé : pour le **16 juin prochain, l'édition 2012 de la fête de l'UD**, ou plutôt de la fête des syndicats Cgt du Puy de Dôme s'organise dès maintenant. Elle se tiendra dans une période normalement "politiquement forte", à la veille du 2ème tour des élections législatives. Et si nous comptons bien peser dans le débat public d'ici les prochaines échéances électorales, nous serons quoi qu'il en soit présents après... déterminés toujours à défendre les intérêts des salariés, et combattifs pour préserver et améliorer nos garanties individuelles et collectives.

Cette fête, **sous le signe des luttes et des solidarités**, constituera un évènement festif et culturel, pour tous les âges ; court-métrage, meeting, animations pour enfants, concours de pétanque, concerts, bal seront au rendez-vous avec une programmation qui doit pouvoir donner à toutes et tous l'envie d'y participer. La décision n'est pas encore définitive, mais cette fête pourrait se tenir sur la Place du 1er mai... pour lui donner plus d'ampleur, pour une visibilité renforcée de la Cgt, pour un meilleur moment de rencontres avec les salariés, etc. Si nous arrivons à construire cela, c'est que nous aurons pu réunir des moyens suffisants, plus importants que les années précédentes !

La Commission Exécutive de l'UD, le 6 décembre prochain validera le projet de la commission fête, mais sans attendre, l'UD compte sur l'implication réelle et importante des syndicats et militants du département !!! Des stands syndicaux, des militants aux fourneaux et à la buvette, d'autres aux entrées, ou sur les différentes animations, et bien entendu, des bras pour le montage et le démontage de notre installation en centre ville.

Avis aux militant(e)s :



Nous aurons besoin de camarades qui auront quelques mois pour vendre des billets (source de financement de la fête), de camarades qui pourront s'investir dans la communication avant la fête (distributions des programmes, collage d'affiches, etc.).

Afin d'établir le budget de la fête (le moins important possible...) il y a surtout urgence à trouver du matériel dans nos rangs pour limiter des frais... (barnums, matériel d'éclairage, etc.).

D'autres enjeux, d'autres batailles sont évidemment sous les projecteurs, **mais pour réussir cette fête, l'engagement collectif dans la Cgt est également nécessaire.**

Pour toute proposition, pour tout commentaire... appeler l'UD, ou écrivez à fete2012@cgt63.fr

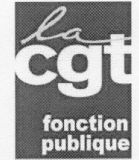
François Thierry-Cherrier, Secrétaire Général de l'Union Confédérale des Retraités (UCR).

Nous tenions à féliciter, ou plutôt encourager notre camarade François qui après avoir passé la main dans le département, reste sur le front de l'activité syndicale avec cette nouvelle responsabilité d'ampleur nationale. Avec des défis importants notamment sur la syndicalisation des retraités et la continuité syndicale mais aussi sur des enjeux revendicatifs que nous connaissons tous, gageons que "FTC" parviendra à redonner du dynamisme aux "retraité(e)s", et à toute la Cgt.

Près de nous, l'Union Syndicale des Retraités (USR 63) s'en réjouit... et compte également sur tout le monde pour un militantisme plus fort, après la vie au travail.



**POUR UN CHANGEMENT DE LA POLITIQUE
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
NON À L'AUSTÉRITÉ
POUR L'EMPLOI, LES SERVICES PUBLICS,
LES DROITS SOCIAUX ET LA DÉMOCRATIE**



L'Union européenne et les pays de la zone euro traversent la pire crise depuis 1945. Celle-ci a été provoquée par le système capitaliste et la course aux profits.

Elle affecte les salariés et salariées, les familles. Loin d'améliorer la situation, les politiques d'austérité mises en oeuvre partout en Europe ne font que nourrir la crise et en aggraver les conséquences sociales.

La CGT et son secrétaire général Bernard Thibault ont prévenu qu'il était « hors de question d'accepter cette nouvelle austérité. Les salariés ne sont en rien responsable de cette crise, cette dette n'est pas la nôtre ».

La Fédération européenne des syndicats des services publics (FSESP) dénonce l'ingérence de la Troïka (BCE, FMI, Commission Européenne) dans la négociation collective. Elle s'oppose aux attaques contre les droits sociaux et exige une nouvelle politique économique.

La riposte européenne s'organise

Exigeons une nouvelle politique économique en Europe.

- 1- Un nouveau plan européen d'investissement pour relancer l'économie, stimuler les emplois verts et mettre l'Europe sur la voie du développement durable ;
- 2- Des mesures et orientations pour s'attaquer au travail précaire et aux bas salaires, et assurer un salaire égal pour un travail d'égale valeur ;
- 3- Des mesures pour réduire la pauvreté et l'exclusion sociale ;
- 4- Progresser dans la voie d'une Banque publique européenne pour la dette souveraine ;
- 5- Des mesures pour remédier à la défaillance du système bancaire, pour assurer une séparation fonctionnelle entre la banque d'investissement (spéculatif) et la banque de détail et commerciale, pour mettre fin à la culture cupide des bonus ;
- 6- Une Taxe sur les transactions financières (TTF) dans l'Union européenne, première étape sur la voie d'une TTF mondiale, pour contribuer à financer des biens et services collectifs. Cette taxe devrait être opérationnelle d'ici 2013.
- 7- Renforcement de la négociation collective et du dialogue social.
- 8- Accroître fortement l'imposition des hauts revenus.
- 9- Intensifier l'action pour la suppression des paradis fiscaux, la lutte contre la corruption et la fraude fiscale ;

Dans ce cadre, la CGT appelle à faire du 30 novembre une journée d'action pour la défense et la promotion des services publics.

La CGT Fonction publique appelle ses organisations, en lien étroit avec les structures interprofessionnelles, à construire avec les personnels la mobilisation sous des formes diversifiées dans les territoires (rassemblements notamment) au plus haut niveau.

Comme l'ensemble des travailleurs d'Europe, le 30 novembre, disons « Non ! » à l'austérité et « Oui ! » au progrès social.

Afin d'adresser un message fort au Conseil des ministres des Affaires économiques et financières (30 novembre), au Conseil des ministres de l'Emploi et des Affaires sociales (1^{er} décembre) et au Conseil européen (8 décembre).

La journée du 30 novembre sera marquée par une journée de grève générale dans les services publics :

- Au Portugal le 24 novembre ;
- En Grande Bretagne le 30 novembre ;
- En Italie le 3 Décembre

ORGANISONS LA RIPOSTE AU NIVEAU EUROPEEN

Et si on en parlait !

De nombreux mouvements sociaux ont eu lieu ces derniers temps en France comme en Europe. Face à des choix politiques de reculs sociaux, avant et après la crise financière, face à des mesures d'austérité imposées par les marchés financiers, force est de constater que nous avons pu résister, mais pas gagner.

De nombreuses luttes sont également menées dans les entreprises, dans les secteurs professionnels. Là, des victoires remarquables sont le fruit de la mobilisation et du combat de salariés organisés pour défendre leurs intérêts et pour porter leurs revendications. Toute avancée, en matière d'emploi, de salaire ou de conditions de travail doit être considérée comme un pas en avant des salariés et un recul pour le patronat. En d'autres mots, une avancée du monde du travail et un recul du capital.

Aujourd'hui comme hier, c'est bien d'une lutte de classes dont il s'agit. Aujourd'hui, il ne peut être démenti que ce sont les marchés financiers et le grand patronat qui imposent la rigueur aux citoyens, particulièrement aux jeunes, aux salariés, aux retraités, sans oublier celles et ceux qui subissent une précarité grandissante.

Aujourd'hui mieux qu'hier, nous avons besoin d'une solidarité contre les mauvais coups qui se préparent.

La CGT fera tout pour construire et préserver l'unité et cette solidarité, car nous voulons continuer d'agir contre les lois qui détricotent notre protection sociale (retraites, santé, famille), qui réduisent nos services publics. **Travailler plus pour les uns, chômer plus pour les autres, gagner plus pour les actionnaires...ça suffit !!!**

**FACES AUX INJUSTICES,
AUX INÉGALITÉS,**

**SEUL(E), ON SUBIT
SYNDIQUÉ(E),
ON PEUT AGIR**

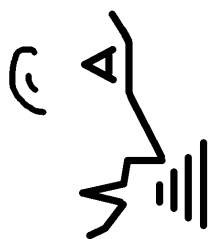
**ENSEMBLE,
ON PEUT GAGNER**

Pour beaucoup de salariés, travailler est devenu stressant, ce n'est pas acceptable : les injustices et les inégalités se multiplient dans l'entreprise comme dans la société. Le syndicat permet de dégager collectivement des solutions, de les négocier avec les directions et les patrons, d'agir pour les faire aboutir.

**Vous voulez une CGT plus présente,
plus à l'écoute, plus efficace ?**

Pour cela, la CGT a besoin de vous, de votre opinion, de vos suggestions, de vos revendications. **Prenez toute votre place dans le syndicat de votre entreprise et s'il n'existe pas, nous vous aiderons à le créer.**

Et si on en parlait !



Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Email :.....Tél :.....
Age.....Profession.....Entreprise :.....

RASSEMBLEMENT
SAMEDI 19 NOVEMBRE 2011
A 15H00
sur la PLACE de JAUDE

Il faut en finir avec la **dictature des marchés financiers** et les choix politiques d'austérité qui en découlent donnant encore et toujours plus de gages aux marchés financiers et aux agences de notations.

En Europe, plongée dans la pire des situations avec 23 millions de chômeurs, particulièrement les jeunes, l'unique réponse des dirigeants politiques est l'austérité : pression sur les salaires, réduction des services publics, de la protection sociale, des pensions, durcissement des conditions de travail et de vie.

FACE AUX PLANS D'AUSTÉRITÉ, LA RÈGLE D'OR POUR LES SALARIÉS, C'EST LA MOBILISATION DANS TOUTE L'EUROPE.

En France, le plan Fillon pour réduire le déficit de la France est injuste, inéquitable et inacceptable et pénaliserait une fois de plus les salariés, contrairement aux annonces médiatiques du gouvernement sur la contribution des plus fortunés. Semaine après semaine, les annonces de nouvelles mesures enfonce le clou.

Bernard Thibault a commenté la situation par une expression (entre autres) : « *Nouveau plan de rigueur, nouvelles mesures d'austérité, c'est plus d'injustice sociale et c'est surtout nous entraîner dans une récession économique à coup sûr* ».

Alors que le pouvoir d'achat des ménages baisse entre 2007 et 2010, les dividendes versés aux actionnaires explosent et les cadeaux faits aux plus riches et aux entreprises continuent.

Chômage, pouvoir d'achat, logement, santé, protection sociale et services publics nécessitent des réponses immédiates. La CGT propose de traduire avec les salariés les **dix exigences** détaillées ci-dessous en revendications justes, précises, portées par tous, dans chaque entreprise, pour obtenir des résultats concrets.

1. Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux
2. Contrôler les aides publiques aux entreprises
3. Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements
4. Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires
5. Stopper les suppressions d'emplois
6. Développer les politiques publiques et les moyens des services publics
7. Réformer la fiscalité en profondeur
8. Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits
9. Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux
10. Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique

C'est dans les entreprises que les syndicats et les salariés, unitairement, doivent débattre et décider des revendications et la CGT pose le principe de la grève pour en définir les modalités avec les salariés eux-mêmes.

**La CGT propose d'agir, ensemble,
de l'entreprise au national et au niveau européen.**

Dans le même temps, il y a nécessité de se mobiliser unitairement, tous ensemble, sur les enjeux communs à tous les salariés. Le seul risque que l'on prend en se mobilisant ensemble, de l'entreprise à l'international, c'est éventuellement d'être entendu !

Par un nécessaire débat d'idées, par la construction des revendications, par le rapport de force à l'entreprise et dans les bassins d'emplois, pour les salaires, l'emploi et les conditions de travail, pour une politique industrielle d'avenir, pour la défense de la protection sociale et l'amélioration des services publics, pour la retraite à 60 ans et pour de réels accords sur la pénibilité, pour autre répartition des richesses et une autre gestion de "notre" argent... **DEBATTONS et PORTONS PLUS FORTEMENT NOS EXIGENCES, ORGANISONS-NOUS, TOUS ENSEMBLE !**

Dans le Puy de Dôme, l'Union Départementale Cgt, a pris la décision d'appeler à un **rassemblement, samedi 19 novembre, à 15H00, Place de JAUDE** et d'inviter les différentes "forces" du mouvement social à y participer. Ainsi, nous avons contacté les organisations syndicales du département, les partis politiques, et nous sommes également en relation avec le collectif local, qui se met en place, pour un audit citoyen de la dette publique. ([voir le site http://www.audit-citoyen63.org/](http://www.audit-citoyen63.org/))

Cette décision a été prise parce qu'il est urgent d'occuper le terrain. Il est indispensable de réagir face aux mesures prises par le gouvernement, et face à une dictature des marchés qui ne se cache plus, particulièrement en Europe.

Les origines de la dette sont contestables et doivent être contestées. En opposition aux plans d'austérité des gouvernements en place, nous avons d'autres solutions à porter, en France comme en Europe. L'idéologie qu'ils tentent d'imposer doit être battue en brèche. L'entrée dans certaines assemblées, comme en Italie, d'élus d'extrême droite n'est en rien un gage d'avenir serein.

La Confédération Cgt, dans sa démarche, doit faire des propositions prochainement à l'intersyndicale nationale. Cette rencontre serait prévue ce vendredi 18 novembre au plus tard. Dans ce sens, la Cgt 63 a également proposé qu'une réunion intersyndicale puisse se tenir, dès lundi 21. Aussi, dans les jours qui viennent, les militants de la Cgt disposerons d'une expression de masse, à diffuser largement, pour élever le niveau de conscience, le niveau de confiance... et le nécessaire rapport de force.

Parce que nous pensons que la contestation doit s'accélérer,

- **pour qu'une autre idéologie soit présente,**
- **pour une opposition réelle du travail face au capital,**

Nous invitons l'ensemble des syndiqué(e)s de la Cgt mais aussi toutes et celles et tous ceux qui portent d'autres propositions, d'autres solutions pour répondre à la crise...

**À PARTICIPER À CETTE ACTION DU 19 NOVEMBRE 2011,
15H00, PLACE DE JAUDE.**

Aujourd'hui, il est indispensable d'envisager une adhésion de masse dans les rangs du syndicalisme, et particulièrement à la Cgt, la première organisation syndicale.

Ensemble, renforçons La Cgt pour lutter plus, et gagner plus...

Pour toute information, ou pour adhérer à la Cgt,
contactez l'Union Départementale Cgt du Puy de Dôme et visitez notre site Internet :
www.cgt63.fr – ud@cgt63.fr – 04 73 31 87 87